

FERMETURES DE DiSI : NOUVELLES MENACES SUR L'INFORMATIQUE

Le 15 mars a eu lieu à Bercy une première réunion visant à restructurer le réseau des Directions des Services Informatiques (DiSI).

Deux des neuf DiSI disparaîtraient au plus tard le 1^{er} janvier 2019 et de nombreux établissements changeraient de directions de rattachement.

Malgré les promesses écrites de pérennité de tous les établissements et directions, les restructurations ont commencé comme la CGT l'avait annoncé depuis longtemps.

Le programme Action Publique 2022 montre que cela va continuer.

Déjà, le 9 mars, le directeur général indiquait en présentant les réflexions de la Commission Action Publique 2022 qu'il avait proposé la fusion de directions départementales.

La DGFIP et son informatique sont donc menacées pour leur avenir.

Ce qui est aujourd'hui choquant, c'est d'apprendre que la haute administration conduit aujourd'hui ce genre de projet à court terme dans le plus grand secret. Ni les agents, ni leurs représentants n'en ont été officiellement informés.

Tous en ont été exclus :

- Exclus de leurs choix d'affectations ;
- Exclus de leur proximité avec leur direction ;
- Exclus de toute information.

La CGT Finances Publiques demande que la direction générale communique son projet de restructuration en toute transparence.

Elle demande que les agents soient informés sur leur avenir.

Face aux nombreuses questions qui se posent immédiatement, la CGT Finances Publiques demande une audience à la direction générale dans les meilleurs délais.

**Pour la défense du service public, de nos statuts et pour l'arrêt des restructurations,
soyons nombreux en grève et en manifestation le 22 mars.**